

et politiques de l'union sans enlever aux collectivités qui y cohabitent leurs caractères distinctifs. C'est indéniable. Mais je crois que ce n'est pas là le seul élément. Fédéralisme et mercantilisme ne sont pas synonymes. Au départ, il peut s'agir d'un mariage d'intérêts ou de raison mais, à la longue, il se crée une identité, une conscience d'appartenance qui transcende à plus ou moins brève échéance le fondement matériel de la première alliance. Paradoxalement, cette conscience ne prend forme que si les droits des groupes fondateurs sont protégés, si leur identité culturelle est préservée, si leur autonomie est respectée. C'est cela, voyez-vous, la véritable autodétermination. C'est en cela que je considère que le Québec s'est déjà - si vous me permettez l'expression - "autodéterminé" en adhérant à la confédération canadienne. C'est à partir de cela que le Premier ministre a parlé de la séparation du Québec comme d'un "crime contre l'humanité". L'expression est forte mais s'explique dans le sens que l'on a donné à la Renaissance à l'expression "humanisme", c'est-à-dire le développement concret des qualités de l'homme. Le fédéralisme représente une forme d'humanisme politique, alors que des peuples s'unissent concrètement et se développent ensemble. La séparation serait une rupture de cet humanisme.

On vous dira peut-être qu'il ne s'est pas créé au Québec de conscience d'appartenance au Canada et que par conséquent, l'autodétermination initiale était fictive et que le contrat doit être renégocié comme un vulgaire accord commercial. Je vous répondrai d'abord que tous les sondages au Québec jusqu'à maintenant démentent cette assertion. Si ce sentiment d'appartenance n'existait pas, pourquoi la majorité des Québécois se prononce-t-elle régulièrement en faveur du fédéralisme canadien? Pourquoi se contente-t-elle de demander son renouvellement et non sa suppression? C'est précisément parce que la majorité des Québécois ne veut pas couper les ponts, parce que personne ne veut quitter la famille. Le lien existe et ne peut être tranché sans faire perdre l'équilibre existentiel à la grande majorité des gens de bonne volonté, au Québec comme partout ailleurs au Canada.

Pour se convaincre que la majorité des Québécois est fédéraliste, il suffit de se référer aux résultats des sondages depuis les années soixante. Tous prouvent que le pourcentage des séparatistes n'a varié que de un pour cent durant cette période, et qu'il a plafonné à vingt pour cent. On ne saurait donc parler de tendances historiques inéluctables. Lors d'un récent sondage effectué par l'institut québécois d'opinion publique, on a posé